

La Lettre économique d'Egypte

Direction Générale du Trésor © - N° 110 – Juillet 2020

EDITORIAL

N° 110
Juillet 2020

Chers lecteurs,

Le terme de mon séjour en Egypte approche. Après quatre années passées dans ce beau pays, si riche en histoire, il va être temps de passer le flambeau. Ce numéro de la Lettre Economique d'Egypte, notre revue mensuelle - un peu le sablier qui rythme notre temps, mois après mois - sera mon avant-dernier. Il est consacré à l'action des banques multilatérales de développement en Egypte. Je ne vais pas revenir sur le sujet dans cet éditorial, où je préfère égrener les souvenirs.

Mon séjour en Egypte aura été riche. Riche en découverte, riche en amitié. Découverte de cette Egypte éternelle. Dans la frénésie du temps qui défile de plus en plus vite, de l'urgence qui rythme nos vies, de l'éphémère qui nous oblige à être en permanence dans la réaction, l'Egypte nous réapprend la vertu du temps long, du temps immuable, où la patience est une qualité, où l'émerveillement devant les beautés de l'architecture et de l'antiquité s'inscrit dans l'éternité, l'intemporalité. J'emmène avec moi ces sites de Louxor, d'Assouan, d'Abou Simbel et de Nubie, de Moyenne-Egypte, d'Alexandrie, les villes du Canal de Suez, qui continueront d'habiter ma mémoire. Longtemps je continuerai de remonter le Nil en Dahabyia ou de naviguer sur le lac Nasser. Hors du temps.

Sur un plan plus professionnel, j'ai pu constater l'intensité de notre relation économique avec l'Egypte. Je repense aux visites présidentielles que j'ai vécues : celle du président Sissi à Paris en octobre 2017, celle du président Macron au Caire en janvier 2019. Les nombreuses visites de notre ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères, de notre ministre de l'Economie et des Finances, de notre secrétaire d'Etat au Commerce extérieur, de notre Secrétaire d'Etat à l'Economie, du ministre des Télécommunications et des Technologies de l'Information à Paris... autant de jalons qui ont rythmé notre relation, une quarantaine de MoU signés. Je revis les quatre visites des délégations du MEDEF sur la ville durable en 2016 et 2017, sur l'économie numérique en 2018, et la santé en 2019 ; nos forums économiques : sur les investissements français en novembre 2016, sur la ville durable en novembre 2017, sur la santé en octobre 2018, et le lancement de notre concours start-ups en novembre 2019. Plusieurs contrats importants pour nos entreprises et pour le renforcement de notre relation reviennent à ma mémoire : Orange, Airbus, EDF, RATP Dev, Thalès, EFINOR, TSO, Schneider Electric, le retour du blé français en Egypte... Ce n'est pas une liste exhaustive. Plus encore qu'à ces contrats qui déjà appartiennent au passé, il y a ceux en préparation : pour ceux-là, je souhaite bonne chance ! D'autres succès pour nos entreprises se préparent. J'espère avoir pu aider suffisamment nos entreprises à renforcer leurs positions en Egypte.

Un grand merci surtout aux personnes et institutions qu'elles représentent que j'ai pu croiser, et qui sont devenus des amis. La communauté d'affaires au premier plan, service économique oblige : les conseillers du commerce extérieur, la chambre de commerce et d'industrie française en Egypte, le conseil franco-égyptien des affaires... Nos amis de la Banque Centrale, des ministères des Finances, de l'Industrie et du Commerce, de l'Approvisionnement, de la Coopération Internationale, des Télécommunications, de l'Aviation Civile, des Transports, de la NAT, de l'Autorité et de la ZE du Canal de Suez, et des nombreuses administrations avec qui nous avons travaillé. Ceux des nombreuses entreprises égyptiennes que nous avons côtoyées. Merci surtout à mon équipe passée et présente : Guilhem, Ludovic, Isabelle, Kevin, Laurent, Tarek Gharib, Joséphine, Rebecca, Louis, Dina, Chérine, Tarek, Ragab, et merci à nos amis de Business France et de l'AFD.

Et pour conclure, je vous confie mon successeur : Michel Oldenburg.

Bon été !

Jérôme BACONIN

Chef du Service économique

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

SOMMAIRE

Page 2	Les banques multilatérales de développement en Egypte
Page 6	Activités du Groupe Banque Mondiale
Page 8	Activités de la Banque Européenne d'Investissement
Page 10	Activités de la Banque Africaine de Développement
Page 12	Activités de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement
Page 14	Activités de la Banque Islamique pour le Développement
Page 16	Brèves et indicateurs économiques

COOPERATION ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Les banques multilatérales de développement en Égypte

L'activité des banques multilatérales de développement (internationales, européennes, régionales) est particulièrement développée en Égypte du fait des nombreux défis auquel le pays est confronté (démographie, pauvreté, infrastructures, accès aux financements...). Elle s'est intensifiée après la Révolution de 2011 mais surtout à partir de 2016 alors que le pays traversait une grave crise financière nécessitant l'appui de la communauté internationale en accompagnement de la mise en place d'un vaste programme de réformes. Si les interventions sont globalement concentrées sur l'appui aux grands projets d'infrastructures (transports, eau et assainissement, énergie...), une part croissante est aujourd'hui dirigée vers les secteurs sociaux (santé, éducation, protection sociale...) mais aussi vers le soutien au développement du secteur privé. La nécessaire maîtrise de l'endettement égyptien, qui n'a cessé de croître ces dernières années, ainsi que l'accès retrouvé aux financements privés pose enfin la question des perspectives d'avenir associées à la continuité de leurs activités en Égypte.

Une implication des bailleurs multilatéraux en Égypte qui s'est intensifiée au milieu des années 2010 ...

- **L'ensemble des grands bailleurs multilatéraux sont actifs en Égypte**

Historiquement, **l'ensemble des banques multilatérales de développement ont des activités en Égypte, qu'elles soient internationales** (Banque Mondiale), **européennes** (Banque Européenne d'Investissement, Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement depuis 2012), **africaines** (Banque Africaine de Développement), **régionales** (Banque Islamique de Développement) et, depuis 2017, **asiatiques** (Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures – BAII). Par ailleurs, **plusieurs fonds pour le développement**

¹ Le FMI est le 1er créancier de l'Égypte parmi les organisations et institutions financières internationales depuis l'octroi d'une facilité élargie de crédit de 12 mds\$ en

opèrent en Égypte, notamment les fonds arabes (Fonds arabe pour le développement économique et social et, dans une moindre mesure, l'*Arab Petroleum Investments Corporation*), africains (fonds africain pour le développement) ainsi que plusieurs fonds « thématiques » (Fonds OPEP, *Clean Technology Fund*, *Green Fund*, etc...).

- **Malgré cette présence diversifiée, la Banque Mondiale tient une position largement dominante**

Le paysage des bailleurs internationaux s'est quelque peu diversifié au cours des dernières années avec l'arrivée de deux nouveaux entrants, la BERD en 2012 puis, tout récemment en 2017, la BAII dans le cadre de l'inclusion de l'Égypte dans la stratégie chinoise de Nouvelle Route de la Soie. **Pour autant, la Banque Mondiale conserve une position largement dominante qui s'est d'ailleurs fortement renforcée depuis 2016** : hors FMI¹, sa part dans la dette égyptienne auprès d'organisations internationales et multilatérales est passée de 39% en 2015 à 50% fin 2019. Dans l'ensemble, les autres bailleurs ont tous vu leur « part de marché » diminuer. La BERD, elle, déploie des moyens très importants sur l'Égypte (5,8 mds\$ investis depuis 2012) en se positionnant principalement sur des financements non-souverain (lignes de crédit bancaire pour le soutien au secteur privé, soutien au secteur des énergies renouvelables...).

- **Pour autant, l'Égypte compte parmi les tout premiers pays bénéficiaires de plusieurs de ces bailleurs**

Si dans l'ensemble et à l'exception de la Banque Mondiale, les bailleurs multilatéraux ont vu leur part de marché diminuer en Égypte, **le pays compte toujours parmi les tout premiers pays bénéficiaire de leurs interventions pour la plupart d'entre eux**. Ainsi, l'Égypte est le 1er pays d'engagement de la BERD depuis 2018, le 2ème hors Union Européenne pour la BEI (derrière la Turquie) avec une moyenne d'1 md€ d'engagements par an, le 3ème pays récipiendaire des fonds de la BAfD. L'Égypte a également été le premier bénéficiaire de l'aide de la BIsD en 2017 et 2018 dont la

2016. Fin 2019, la dette égyptienne vis-à-vis du FMI s'élevait à 12,9 mds\$, soit 38% de la dette égyptienne auprès des *IFIs*.

stratégie demeure axée en priorité sur le financement des importations de produits stratégiques (80% de son volume d'engagement). Pour le Groupe Banque Mondiale, l'Égypte figure dans son top 5 des premiers bénéficiaires avec près de la moitié de l'ensemble de ses engagements octroyés depuis 2011.

- **Une mobilisation qui s'est accentuée lors des dernières crises, prenant le relai sur les partenaires traditionnels**

La grave crise financière qu'a traversée l'Égypte à l'été 2016, en raison de la dégradation brutale de sa position extérieure, **a marqué les esprits par la mobilisation sans précédent de la communauté internationale**. Regroupée autour du FMI (qui a octroyé 12 mds\$ dans le cadre d'une facilité élargie de crédit) et de plusieurs pays², les bailleurs multilatéraux se sont engagés sur des contributions exceptionnelles afin d'accompagner le programme de réforme : 3 mds\$ de la Banque Mondiale, 1,5 md\$ de la Banque Africaine de Développement, rééchelonnement de prêts de l'Afreximbank pour 3,2 mds\$). Cette période a par ailleurs marqué la fin de la transition ayant suivie la Révolution de 2011 où les pays du Golfe avaient été les créanciers principaux de l'Égypte³.

L'histoire se répète dans le contexte du Covid-19 avec une mobilisation forte des bailleurs multilatéraux face à un scénario macroéconomique identique à 2016 de dégradation brutale de la position extérieure, en sus de l'urgence sanitaire. La situation a précipité l'octroi de financements d'urgence par les bailleurs dans le cadre de leurs facilités Covid-19 exceptionnelles (50 M\$ de la Banque Mondiale ; 500 000\$ de la Banque Africaine de Développement ; 150 M€ de la BEI ; 550 M\$ de la BERD pour des lignes de crédit bancaire) ou de réaffectation d'engagements préexistants (7,9 M\$ de la BM, 89 M€ de l'UE...) mais semble également l'occasion d'accélérer les déboursements de projets déjà en préparation (400 M\$ de la Banque Mondiale en soutien à la réforme de l'assurance maladie universelle, Banque Africaine : 225 M€ pour la première phase d'un soutien à la réforme du secteur de l'électricité).

... dont l'intervention se concentre sur plusieurs secteurs prioritaires : infrastructures, développement du secteur privé et, depuis peu, les secteurs sociaux...

² 600 M\$ du G7 (dont 150 M\$ par la France), un swap de devise de 2,7 mds\$ par la Chine, un dépôt complémentaire d'1 md\$ des Emirats Arabes Unis et un emprunt bancaire de 2 mds\$.

- **Le financement des grands projets d'infrastructures (énergie, transport, eau et assainissement) au cœur de l'activité des bailleurs**

Les bailleurs multilatéraux démontrent une forte appétence pour le financement de projets dans trois domaines: l'énergie, notamment renouvelables, les transports, l'eau et l'assainissement. Le **secteur de l'énergie** représente ainsi 62% de l'ensemble des engagements de la BIsD, 36% de la BEI et 65% du portefeuille de la BAfD. Les bailleurs se positionnent en particulier sur les projets liés à la transition énergétique. La construction du méga-parc solaire de Benban, le plus grand au monde, a ainsi bénéficié de l'appui financier d'un *consortium* de bailleurs réunissant la BM, la Banque Africaine, la BEI et la BERD (montant total de 650 M\$). Dans **les transports**, les projets de construction, d'agrandissement ou modernisation sont également plébiscités (BEI et, plus récemment, la BERD) bien qu'ils soient aussi le fait, pour beaucoup, d'aide bilatérale (Etat français pour le métro du Caire par exemple). Enfin, **le secteur de l'eau et de l'assainissement**, est également sujet à de nombreuses interventions (BEI, FADES, BAfD...) tant les défis sont nombreux (irrigation, assainissement, modernisation des réseaux, agrandissement des infrastructures...). Dans la plupart des cas, **ces financements s'accompagnent d'un appui technique à la mise en œuvre de réformes sectorielles** comme on a pu le voir notamment dans le secteur de l'énergie notamment (appui à la libéralisation des marchés du gaz, de l'électricité, dynamisation de la diversification énergétique...).

- **Une intervention de plus en plus forte sur les secteurs sociaux (santé, protection sociale, éducation, logement) ...**

Souffrant d'un déficit d'investissement de la part de l'Etat, **ces secteurs ont été récemment investis par les bailleurs en accompagnement de plusieurs réformes d'envergure**. En réalité, **la Banque Mondiale constitue l'essentiel de cet engagement**. Tout en agissant comme conseiller technique sur ces sujets, la Banque a mobilisé plusieurs financements d'envergure, pour le **renforcement des filets sociaux** (les programmes *Takaful* et *Karama*, transferts monétaires pour les personnes les plus vulnérables), ont bénéficié d'un total de 900 M\$ depuis 2015, celui de la **réforme du système éducatif** (éducation

³ Via des dépôts à la Banque Centrale, de l'aide-budgétaire, de l'aide-projet et de l'aide au financement d'importations de produits stratégiques.

primaire et secondaire), **de la santé** (appui à la réforme de l'assurance maladie universelle) et, tout récemment, sur le **logement social**.

- **... et le développement du secteur privé afin de « libérer le potentiel de croissance »**

Le soutien au développement du secteur privé (dans toutes ses composantes) **est un secteur d'intervention de plus en plus privilégié par les bailleurs multilatéraux**, son développement étant considéré comme l'une des clés à la génération d'une croissance inclusive et durable. Il se traduit par des appuis aux politiques publiques menées par les autorités (prêt de politique publique de 1,2 md\$ de la Banque Mondiale), de l'intermédiation financière avec la mise en place de lignes de crédits via des banques locales au profit des PME et petits entrepreneurs (la BEI y a consacré 61% des montants engagés en Égypte depuis 2015 soit 2,6 mds\$, la BERD y consacre 22% de son portefeuille, la BAfD se concentre sur l'accompagnement aux réformes de gouvernance...) ou bien des interventions directes auprès d'acteurs privés (dette ou fonds propres) comme le font la BERD ou la Société Financière Internationale (filiale de la Banque Mondiale).

Intervention des bailleurs multilatéraux en Égypte : quelles perspectives d'avenir ?

- **Nécessaire maîtrise de l'endettement égyptien : quelles perspectives pour les bailleurs ?**

La mise en œuvre d'une nouvelle stratégie de gestion de la dette en 2018 s'est accompagnée par la création d'un comité intergouvernemental de la dette visant à une sélection plus drastique des projets nécessitant un recours à l'endettement externe. En effet, **la dette vis-à-vis des bailleurs multilatéraux**, bien qu'à long terme et à des conditions préférentielles, **a plus que doublé depuis 2015**, passant de 12,4 mds\$ (soit 27% de la dette externe) à 35 mds\$ (soit 32% de la dette externe) en 2019.

Le FMI est le premier créancier multilatéral (encours de 13 mds\$, appelé à augmenter avec les 2,8 Mds\$ du RFI et 5,2 Mds\$ du SBA) suivi par la Banque Mondiale (10,7 mds\$, en progression de 74% depuis 2016), la BEI (3,1 mds\$, +92%), la BAfD (2,7 mds\$, +35%) et la BIsD (916 M\$, +123%). Dans ce contexte contraint, **les projets sont soumis à une plus grande sélectivité de la part des autorités**. Le soutien aux acteurs non-souverains continue à se développer.

- **Une dépendance de l'Égypte vis-à-vis des financements externes**

L'Égypte reste dépendante des financements extérieurs pour ses projets de développement. D'une part parce que l'absence d'espace budgétaire limite *de facto* la capacité des autorités à procéder à des investissements significatifs à la hauteur des défis rencontrés. D'autre part parce qu'ils représentent une source de financement alternative aux financements privés, de surcroît à des conditions particulièrement avantageuses, que ce soit au niveau des taux d'intérêt ou des maturités. Mais alors que l'Égypte a retrouvé son accès aux financements privés (bancaires et de marché) en avril 2017, y compris dans le contexte du Covid-19⁴, la question de la poursuite d'une intervention aussi soutenue des bailleurs multilatéraux sur l'Égypte peut légitimement se poser.

Léo MINEUR

Chargé de mission

leo.mineur@dgtresor.gouv.fr

Isabelle ROSE

Adjointe au Chef de Service

Cheffe du pôle

Macroéconomique et financier

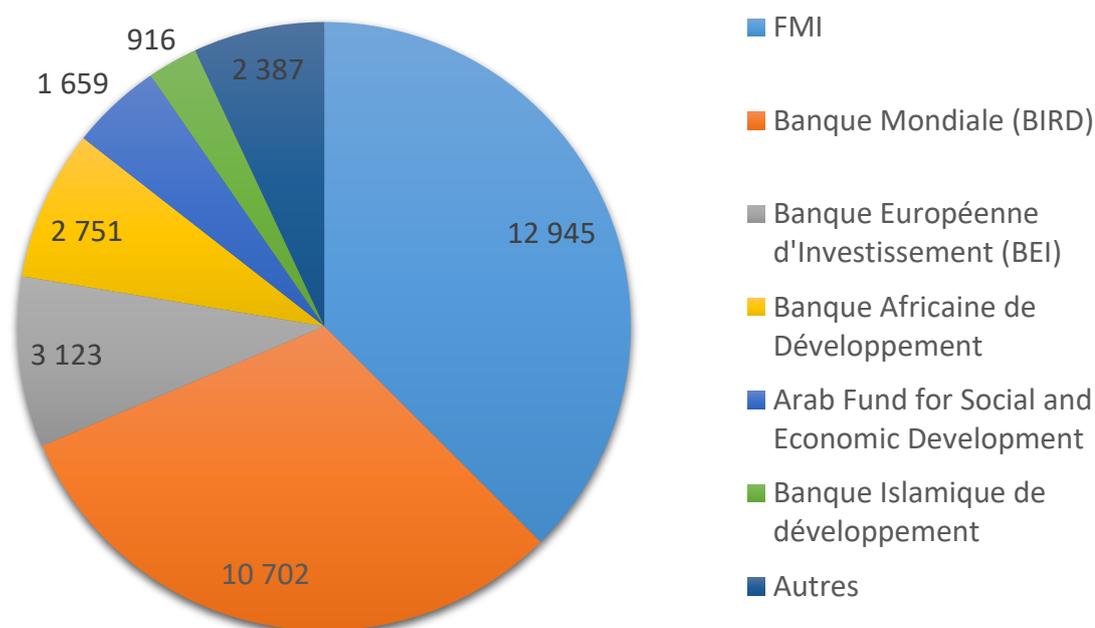
isabelle.rose@dgtresor.gouv.fr

⁴ 5 mds\$ ont été levés mi-mai 2020 sur le marché international des capitaux. Elle serait en négociation avec des banques émiriennes pour un prêt bancaire d'1 md\$.

Listes des principales banques multilatérales de développement actives en Egypte

Bailleur	Début des opérations	Engagements cumulés (en Mds\$, depuis le début des interventions)
Banque Mondiale	1945	22,4
Banque Islamique de Développement (BisD)	1974	12,2
Banque Européenne d'Investissement (BEI)	1979	11
Banque Africaine de Développement (BAfD)	1974	6,5
Banque Européenne de Reconstruction et de Développement (BERD)	2012	5,8
Arab Fund for Social and Economic Development (FADES)	1974	5,5
Arab Monetary Fund (AMF)	1977	2,4
IDA (Groupe Banque Mondiale)	1945 (fin des opérations en 1999)	2

Source : rapports annuels des bailleurs multilatéraux.

Endettement cumulé de l'Egypte vis à vis de ses principaux bailleurs (à fin septembre 2019, en M\$)

COOPERATION ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Activités du Groupe Banque Mondiale en Egypte



WORLD BANK GROUP

Aperçu général : l'Egypte parmi les principaux bénéficiaires du Groupe Banque Mondiale

Le Groupe de la Banque Mondiale, à travers ses différentes filiales, est particulièrement actif en Egypte⁵. **Sur l'année 2019, le pays figurait au 4^{ème} rang des pays bénéficiaires de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le développement (BIRD) avec un engagement de 1,5 Md\$** (derrière l'Inde, l'Indonésie et la Jordanie). Le montant cumulé des engagements en Egypte se chiffre à 22,4 Mds\$.

La Société Financière Internationale (IFC) gère quant à elle en Egypte un portefeuille d'investissement (secteur privé) de 1,2 Md\$, soit le 8^{ème} à l'échelle mondiale et le 2^{ème} au Moyen-Orient derrière la Turquie. Ce portefeuille est réparti en prêts (46%), *equity* (43%) et *quasi equity* (10%).

Bien que son rôle soit plus marginal, l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA) est également présente dans le pays avec 138,2 M\$ de garanties émises sur l'année 2019. 40 cas d'arbitration impliquant l'Egypte ont été soumis au CIRDI, dont 11 sont en cours.

Cadre d'intervention et stratégie

L'intervention du Groupe de la Banque Mondiale en Egypte repose actuellement sur un cadre de

⁵ 4 des 5 filiales du Groupe Banque Mondiale opèrent en Egypte : La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), la Société financière internationale (SFI), l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) et le Centre international pour le règlement des

partenariat couvrant la période 2015-2019, étendu jusqu'à 2021 suite à une décision récente du conseil d'administration. Ce cadre comporte **trois axes stratégiques principaux et interdépendants : améliorer la gouvernance (1), développer les perspectives de création d'emploi dans le secteur privé (2), et renforcer l'inclusion sociale (3).**

La prorogation du partenariat s'accompagne de quelques ajustements pour cibler des enjeux majeurs auquel fait face le pays. L'accent est ainsi mis sur **le numérique** à la fois dans une perspective entrepreneuriale (soutien aux acteurs de l'économie numérique et digitale) et gouvernementale (accompagner la dématérialisation des services administratifs). Il est également mis sur **les secteurs sociaux**, la santé, notamment dans un contexte de réforme de l'aide sociale, et l'éducation. Enfin, la **composante environnementale** est dorénavant pleinement intégrée aux critères d'évaluation de performance des projets.

Principaux secteurs d'intervention

- **Programme de développement du secteur privé et de l'entrepreneuriat**

C'est un axe d'intervention majeur de la Banque depuis la mise en place un prêt de politique publique d'1 md\$ en soutien au développement du secteur privé, notamment des PME et petits entrepreneurs, l'inclusion financière et la gestion de ressources publiques. Plusieurs prérequis en faveur d'un environnement des affaires plus favorable au développement du secteur étaient exigés pour le déboursement des deux tranches. Ce programme a par ailleurs bénéficié d'un financement additionnel de 200 M\$ en 2019, comprenant un volet entrepreneuriat/innovation/startup notamment.

- **Engagement dans le secteur des énergies renouvelables**

différents relatifs aux investissements (CIRDI). L'association internationale de développement (IDA), n'intervient plus en Egypte depuis 1999, date où le pays a été sorti de la liste des pays bénéficiaires.

Mi-2010, la Banque a mobilisé un soutien important en faveur de la résolution des problèmes énergétiques auxquels le pays était confronté et pour soutenir la diversification de son mix-énergétique, soit via des programmes d’assistance technique soit via un soutien financier. La mégaferme solaire de Benban (1,8 GW), le plus grand au monde, en est ainsi le projet emblématique mobilisant l’IFC (à hauteur de 225 M\$) et la MIGA (à hauteur de 103 M\$ de garanties) aux côtés d’autres bailleurs internationaux.

▪ **Programmes sociaux : santé, protection sociale, éducation et logement social**

La Banque accompagne le gouvernement égyptien dans la conception, le déploiement et le financement de programmes de protection sociale, notamment à travers les programmes de transferts monétaires *Takaful* et *Karama* aux populations les plus vulnérables. Grâce aux succès obtenus, un accord de financement additionnel de 500 M\$ pour renforcer la protection sociale dans le pays a été signé le 11

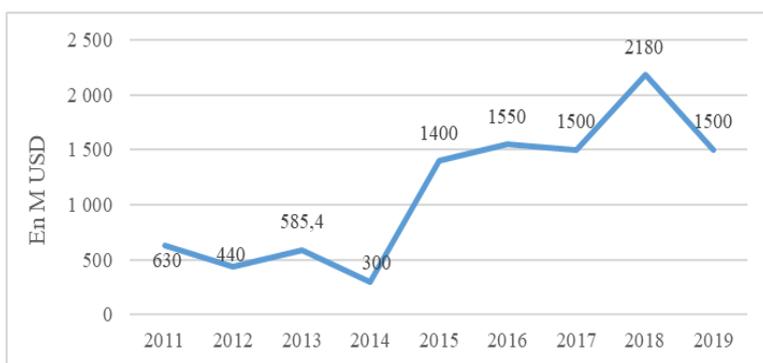
septembre 2019. À ce jour, le programme a concerné environ 2,25 millions de ménages (soit plus de 10 millions d’habitants), pour une enveloppe globale de 900 M\$.

Le secteur éducatif bénéficie également d’importants financements. La banque a octroyé 500 M\$ en 2018 (dont 231 M\$ décaissés à ce jour) au gouvernement égyptien dans le cadre d’un vaste projet de réforme de l’éducation primaire et secondaire. **Sur le logement social**, elle a approuvé tout récemment un projet de 500 M\$ visant à accompagner l’Etat sur la mise en place de programmes de logement sociaux, notamment sur le volet accès financier pour les plus vulnérables.

Bilan du Groupe Banque Mondiale en Egypte

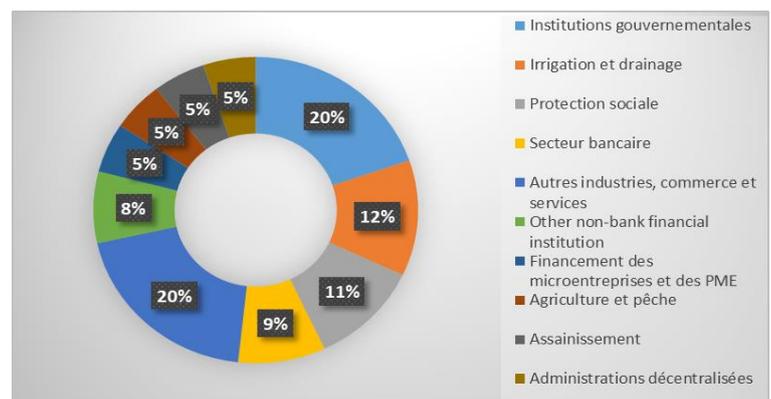
Données principales des différentes organisations du Groupe Banque Mondiale

IBRD			IFC		MIGA	
Nombre de projets	Total engagements (million \$)	Total déboursement (million \$)	Nombre de projets	Total des investissements (million \$)	Nombre de projets	Total des garanties (million \$)
143	22 431	17 453	80	3 076	15	493,8



Engagements de la BIRD en Egypte par année fiscale depuis 2011 (en M\$)

Répartition des projets signés par la BIRD par secteur d’activité



COOPERATION ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Activités de la Banque Européenne d'Investissement en Égypte



Aperçu général : l'Égypte est le deuxième pays bénéficiaire de la Banque en dehors de l'UE

Avec un engagement cumulé de 11 Mds€ pour le financement de 115 projets depuis 1979, l'Égypte est le deuxième pays bénéficiaire de la Banque en dehors de l'UE, derrière la Turquie (29 Mds€). Le volume annuel des prêts octroyés a même connu une nette augmentation ces dernières années, avoisinant 1 Md€ en 2018 et 2019.

Depuis le début de ses interventions, **la Banque a concentré ses financements dans les secteurs suivants: énergie (36% du volume des prêts), appui aux PME (29%), transport (14%) et industrie (11%, dont la moitié dans le secteur des hydrocarbures/pétrochimie).**

Ce tableau global ne reflète pourtant pas les dynamiques et priorités actuelles de la BEI. Au cours des dernières années (depuis 2015), **le secteur des énergies a été relativement relégué au second plan, au profit des lignes de crédit aux banques commerciales pour des prêts au secteur privé.**

Sa présence est également marquée par ses engagements dans des infrastructures emblématiques du développement du pays telles que le métro du Caire ou l'élargissement du Canal de Suez. Sur ces dix dernières années, le métro du Caire a ainsi bénéficié de près de 1 Md€ pour l'agrandissement et la modernisation du réseau. Fort de cette expérience, la BEI entend désormais encourager la transition énergétique et le développement du secteur privé.

Cadre d'intervention et stratégie : priorité au secteur privé et au développement durable

- **Soutien au secteur privé : ciblage des PME, via des intermédiaires financiers**

Le développement d'un secteur privé dynamique, compétitif et concurrentiel en Égypte constitue une priorité pour la BEI. En effet, une récente étude de la Banque a souligné la persistance d'importants obstacles dans l'accès au crédit pour les PME⁶. Depuis 2015, la BEI a ainsi octroyé 2,6 Mds€ de prêts sous forme de lignes de crédit destinées au financement des PME, soit 61% du volume total des prêts octroyés sur la période. Les deux premières banques publiques du pays se sont ainsi vues octroyés d'importants financements :

- Ligne de crédit de 500 M€ à Banque Misr pour le secteur privé dans l'industrie manufacturière.
- Ligne de crédit de 375 M€ avec la National Bank of Egypt (NBE) pour financer les investissements des PME, en ciblant l'entrepreneuriat des femmes et les régions moins développées d'Égypte.

Par ailleurs, la BEI soutient financièrement le développement de l'entrepreneuriat en Égypte à travers des investissements ciblés. Dans ce contexte, la Banque a investi 11,3 M\$ en 2018 dans le fonds égyptien de capital-risque *Sawari Ventures North Africa Fund*, au même titre que Proparco qui y a investi de son côté 5,8 M\$, l'un des grands investisseurs privés régionaux (mais d'origine égyptienne) dans l'écosystème d'innovation (incubateurs, startups) dans la région.

- **Soutien à la transition énergétique et au développement durable**

Si le secteur de l'énergie concentre plus d'un tiers des prêts octroyés par la Banque depuis le début de ses interventions, cette part a diminué au cours des dernières années (16% des prêts octroyés depuis 2015), la BEI privilégiant désormais des investissements ciblés sur le développement durable, notamment en faveur de la transition énergétique, de l'assainissement et du transport urbain. Ainsi, la

⁶ <https://www.eib.org/fr/publications/economics-working-paper-2019-10>

transition vers les énergies renouvelables s’est notamment traduite en 2017 par un prêt de 115 M€ pour financer un important parc éolien dans le Golfe de Suez.

Cette politique se traduit également par un soutien financier accru apporté aux projets d’assainissement et de gestion des ressources hydriques. Dans la région du voisinage méridional de l’UE, la Banque a investi plus de 800 millions d’euros dans le secteur de l’eau ces cinq dernières années, dont 60% en Egypte. Trois projets majeurs sont à signaler :

- Prêt de 126 M€ en 2017 pour un projet d’extension du réseau d’assainissement dans le gouvernorat de Fayoum (940 000 bénéficiaires supplémentaires)

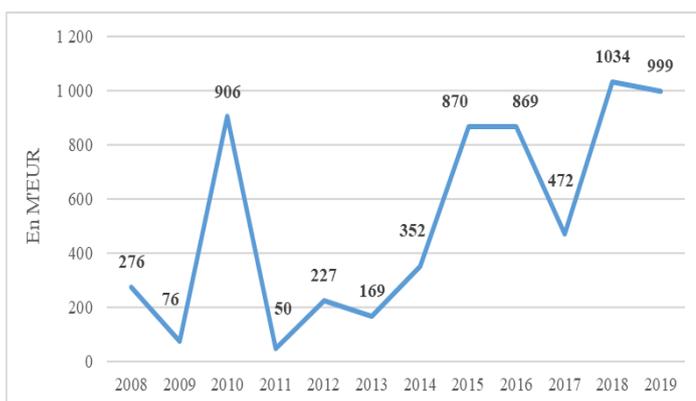
- Prêt de 214 M€ pour le projet de dépollution du canal de drainage de Kitchener, dans le delta du Nil.
- Prêt de 120 M€ en février 2020 pour soutenir l’extension de la station d’épuration d’Alexandrie Ouest.

Dans le secteur des transports urbains, la BEI continue de soutenir l’extension du réseau du métro du Caire (prêt de 350 M€ signé début 2019 pour la modernisation de la ligne 1 du réseau et 600 M€ pour la phase 3 de la ligne 3 du métro du Caire) et se positionne sur de nouveaux projets (ligne Alexandrie-Aboukir, Tanta-El Mansoura, Damiette).

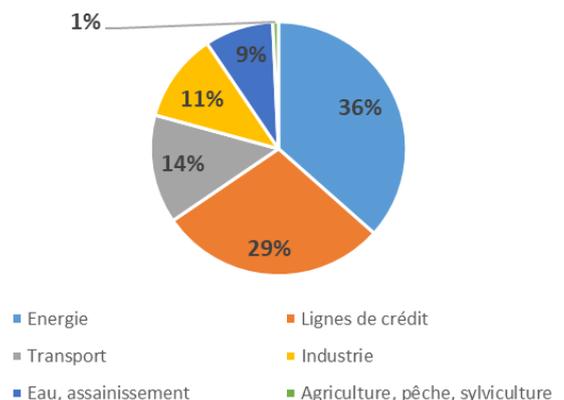
Bilan en Egypte

Projets signés depuis 2018	Secteur	Date	Montant (M€)
Alexandria West WWTP extension and upgrade	Eau, assainissement	31/12/2019	120
Banque Misr Loan for SME and Midcaps II	Lignes de crédit	24/11/2019	500
National Bank of Egypt loan for SME and Midcaps	Lignes de crédit	02/04/2019	375
Green for growth camena	Energie	18/03/2019	4
Cairo Metro Line 1 upgrading and renovation	Transport	20/01/2019	350
Kitchener Drain	Eau, assainissement	18/12/2018	213,9
Community Development Program	Aménagement urbain	08/12/2018	7,5
Green for growth LCFP	Energie	05/12/2018	5
Banque Misr SME and Midcaps Loan	Lignes de crédit	04/12/2018	250
Sawari Ventures Fund I	Services	02/10/2018	6,9
Kafr el Sheikh Waste Water Treatment	Eau, assainissement	02/10/2018	26,9
National Bank of Egypt loan for SME and Midcaps	Lignes de crédit	26/07/2018	375
Fayoum Waste Water Expansion project	Eau, assainissement	25/07/2018	126
Green for Growth Fund III	Industrie, Energie, Services	18/07/2018	2,6
Private sector development and economic growth	Lignes de crédit	04/06/2018	20
Total			2 382,8

Evolution annuelle du volume de nouveaux prêts de la BEI à l’Egypte



Répartition par secteur des prêts octroyés par la BEI depuis 1979



COOPERATION ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Activités de la Banque Africaine de Développement en Egypte



Aperçu général : l'Egypte, 3^{ème} bénéficiaire de la BAfD

La Banque Africaine de Développement (BAfD) est un acteur important du paysage des bailleurs multilatéraux en Egypte. Le pays est le 3^{ème} actionnaire de la Banque (5,5% du pouvoir de vote) et son 3^{ème} bénéficiaire derrière le Maroc et la Tunisie. Depuis 1974, année de sa première intervention, la Banque a financé plus de 125 projets dans le pays pour une valeur totale de 6,5 Mds\$, principalement via des prêts souverains (82% de l'engagement cumulé) et une majorité dans le secteur énergétique.

Le portefeuille actuel (20 projets actifs) de la Banque en Egypte s'élève à 1,04 Md\$ (dont 75% en souverain). Les principaux secteurs concernés sont l'énergie (65% du portefeuille), l'assainissement et la gestion de l'eau (26%) et l'agriculture (6%). La part restante concerne le secteur financier (1,5%), l'aide sociale (0,7%) ou encore l'aide multisectorielle sous forme de don (renforcement des capacités, 1,2%)

Au même titre que la Banque Mondiale, la Banque Africaine s'est également illustrée par un appui non négligeable (1,5 Md\$) pour combler le gap de financement à l'occasion de la mise en place du programme FMI (2016-2019) en soutien au programme de réformes.

Cadre d'intervention et stratégie

- **Un important dispositif de soutien financier aux réformes gouvernementales**

Les années qui suivent la révolution de 2011 conduisent la Banque à réduire considérablement ses opérations en Egypte, en raison de la dégradation de la note souveraine du pays, et privilégier alors l'aide budgétaire. Elle reprend ses

activités en 2015, année qui marque également l'adoption d'un nouveau cadre d'intervention pour la période 2015-2019, étendu récemment jusqu'à décembre 2021.

Deux axes stratégiques sont retenus : **1/ Le développement des infrastructures afin de favoriser une croissance inclusive et durable.** L'intervention se concentre ainsi sur les projets favorisant la diversification du mix-énergétique et le développement des énergies renouvelables (Benban) mais aussi sur l'eau et l'assainissement. **2/ L'accompagnement des réformes de gouvernance en faveur du développement du secteur privé.** L'intervention se concentre ici sur des projets visant à améliorer la transparence et l'utilisation des fonds publics mais aussi ceux visant à atténuer l'impact social des réformes sur la population (notamment les jeunes).

Ainsi, les engagements de la Banque ont considérablement augmenté, avec un portefeuille d'engagement s'élevant à 3,4 Mds\$ sur la période 2015-2019. La majeure partie des financements ont été mis en place dans le cadre du « Programme d'appui à la gouvernance économique et à l'énergie en Egypte » avec la mise en place de trois lignes de crédit de 2015 à 2018 pour un montant total de 1,5 Md\$.

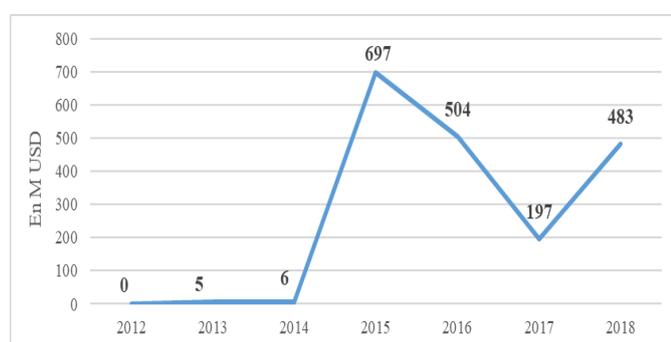
- **Un engagement significatif dans le secteur de la gestion de l'eau et de l'assainissement**

La Banque a participé au financement de nombreux projets liés à la gestion de l'eau et à l'assainissement. On en notera notamment deux : Un prêt de 150 M\$ pour la modernisation et l'agrandissement du principal centre de traitement des eaux usées du gouvernorat de Giza (Abu Rawash), et 120 M\$ octroyés en décembre 2019 pour la construction d'un centre de traitement des eaux usées dans la région de Louxor.

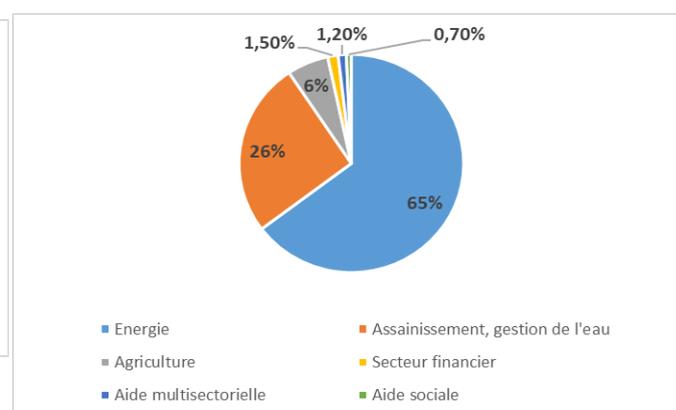
Bilan en Egypte

Bilan 2020 (millions \$)	Total d'engagements	Portefeuille de projets actifs	Part secteur	
			<i>privé</i>	<i>public</i>
	6 500	1 040	25% (portefeuille en 2020)	75%
Nombre de projets	125	20		

**Evolution des investissements de la
BAfdD en Egypte (2012 – 2018)**



**Répartition sectorielle du portefeuille
de la BAfdD en Egypte**



**Place de l'Egypte dans le portefeuille d'intervention de la BAfdD en Afrique du Nord
(M\$, données de septembre 2019)**

Country	Outstanding Balance	Undisbursed Balance	Notional Exposure
Morocco	4,225	955	5,180
Tunisia	3,037	703	3,740
Egypt	3,012	191	3,203
Algeria	980	-	980
Mauritania	96	50	146
Total North Africa	11,350	1,899	13,249
Total AfDB	26,466	10,549	37,014
Share of Exposure	43%	18%	36%

COOPERATION ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Activités de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement en Egypte



Aperçu général : l'Egypte est devenue en 2018 et 2019 le premier pays d'intervention de la BERD en volume d'engagements annuels

L'Egypte, qui fait partie des premiers pays actionnaires de la BERD dès sa création en 1991, **devient pays d'opération de la BERD en 2012 à la suite des printemps arabes** (au même titre que la Tunisie et la Jordanie). La banque dispose de deux bureaux situés au Caire et à Alexandrie. Malgré son intégration tardive, l'Egypte bénéficie aujourd'hui d'une attention croissante compte tenu de sa taille, de sa population (100 millions d'habitants) et de son potentiel tant pour le secteur public (énergie, infrastructure) que privé (soutien à la croissance du secteur privé, notamment des PME).

En 2019 et pour la deuxième année consécutive, le pays est le premier bénéficiaire de la BERD en termes d'engagements annuels avec 1,2 Md€ pour 26 projets. Au total, le montant des investissements cumulés de la BERD en Egypte s'élevait à 5,8 Mds€ et le volume du portefeuille actif se chiffrait à 4 Mds€ (3^{ème} encours de la banque derrière la Turquie et l'Ukraine) fin 2019.

L'engagement de la BERD en Egypte est également marqué par une part significative d'engagements dans le secteur public (47% de l'encours en 2018), incontournable compte tenu de l'engagement du pays dans un vaste programme de modernisation de ses infrastructures (transport et énergie en particulier). Cette part encore élevée du secteur public est toutefois en baisse année après année, la part du secteur privé dans les engagements annuels augmentant régulièrement.

Cadre d'intervention et stratégie

La BERD intervient en Egypte dans 4 objectifs prioritaires conformément à sa stratégie pays définie en 2017 :

- **Soutenir le secteur privé et la compétitivité des entreprises égyptiennes**, en facilitant l'accès au crédit pour les PME et en favorisant l'inclusion des femmes et des jeunes, davantage touchés par le chômage.
- **Accroître la qualité des infrastructures et des services publics.** En raison du sous-investissement chronique dans les infrastructures du pays, la BERD s'implique dans leur modernisation. La banque soutient particulièrement les (rares) partenariats publics privés dans ce domaine.
- **Le financement de la transition écologique.** Alors que l'Egypte est particulièrement exposée aux effets du changement climatique, la BERD encourage le développement des énergies renouvelables ainsi que les initiatives centrées sur une meilleure gestion des ressources en eau et des déchets.
- **Accompagner les pouvoirs publics dans la mise en œuvre d'une gouvernance efficace et transparente**, favorable aux investissements privés et à l'entrepreneuriat.

Principaux projets par secteur d'intervention

Sur un portefeuille actif d'environ 4 Mds \$ au 30 novembre 2019, la répartition par secteur d'activité est la suivante :

- **Institutions financières** : 22%. La BERD intervient ainsi en grande majorité en intermédiation via le système bancaire : entre 2012 et 2016, plusieurs lignes de crédit, pour un montant total de 388 M€, ont été octroyées à différentes banques du pays (NBE, QNB, NBK, Banque Audi, AlexBank) et destinées essentiellement au financement des PME égyptiennes. Ces lignes ciblent le financement de PME, avec un effort particulier sur l'inclusion des jeunes et des femmes sur le marché du travail.
- **Infrastructures** : 52%. La BERD privilégie dans ce domaine trois secteurs : l'énergie (à titre

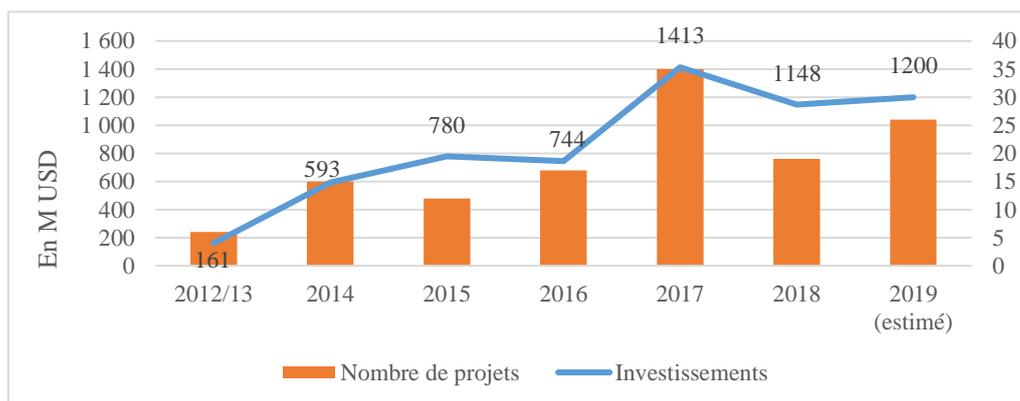
d'exemple : soutien au développement de l'énergie solaire avec un investissement de 460 M€ dans le projet emblématique de mégaferme solaire à Benban ainsi que 82M€ d'investissement dans l'éolien; renforcement du réseau de transport d'électricité avec 185 M€ octroyés à EETC) ; transport (métro du Caire : rénovation de la ligne 1 : 200 M€, trains pour la ligne 2 : 175M€, ferroviaire : 410 M€ en deux projets) et traitement des eaux (Kafr el Sheikh, Fayoum, traitement du canal de Kitchener : 140 M€)

- Industrie, commerce et agrobusiness : 26%. La BERD a octroyé plusieurs prêts à des entreprises de l'agroalimentaire en vue d'accroître la production et d'améliorer la compétitivité du secteur (46 M€ octroyés à *United Sugar Company of Egypt*, 44 M€ à *Beyti*, filiale égyptienne de l'entreprise *AlMarai*).

Bilan de la BERD en Egypte

Bilan au 30/11/2019 (millions \$)	Total d'engagements depuis 2012	Portefeuille de projets actifs	Déboursments	Part secteur		Part equity dans portefeuille
				privé	public	
	5 815	3 965	2720	53%	47%	5%
Nombre de projets	105	94				

Evolution de l'engagement annuel de la BERD (en volume d'investissement, nombre de projets)



COOPERATION ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

Activités de la Banque Islamique de Développement en Égypte



Aperçu général : l'Égypte, 3^{ème} bénéficiaire de la BlsD dans le monde

L'Égypte fait partie des premiers pays à entrer au capital de la Banque Islamique de Développement (BlSD) en 1974, avec une souscription de 3,6 Mds\$ (7,1% des parts, 7^{ème} actionnaire). Au total, **la Banque a financé 331 projets dans le pays pour un montant cumulé de 12,2 Mds\$,** ce qui représente 8,4% des engagements de la banque dans le monde. **L'Égypte est ainsi le 3^{ème} pays bénéficiaire de la BlsD,** derrière le Bangladesh et le Pakistan.

Cet engagement est relativement récent, **90% des financements ont été octroyés au cours des dix dernières années, et s'est intensifié au cours des trois dernières années.** L'Égypte a été le premier bénéficiaire de la banque en 2017 et 2018 (respectivement 1,3 Md\$ et 959 M\$) et 57 projets sont en cours pour un montant de **3,1 Mds\$.**

En termes sectoriels, la Banque a concentré ses financements sur les secteurs de l'énergie (62% du volume des prêts), **l'immobilier** (16%), **les industries** (14%) **et agriculture** (5%).

80% des montants engagés par la BlsD en Égypte, soit 9,8 mds\$, sont le fait de ses filiales chargées de promouvoir et faciliter le commerce intra-membres, principalement l'*International Islamic Trade Finance Corporation* (ITFC), mais également *Islamic Corporation for the Insurance of Investment and Export Credit* (ICIEC). Ce soutien est massivement concentré sur l'aide à l'importation de produits pétroliers et de denrées alimentaires stratégiques. Les activités de financement de projet (notamment via l'*Islamic Corporation for the Development of the Private Sector*, ICD) mobilisent des ressources moindres : 2,4 mds\$ d'engagement cumulé.

Cadre d'intervention et stratégie : soutien aux importations stratégiques et au secteur énergétique

- **Un important soutien financier aux approvisionnements stratégiques**

L'ITFC apporte un soutien crucial à l'Égypte pour financer ses importations via des accords lui permettant également de relâcher certaines pressions sur sa position en devise (notamment pendant les périodes de crise). Depuis 2011, l'ITFC a financé plus de 7 Mds\$ d'importations d'hydrocarbures (pétroles bruts, raffinés et GNL) ainsi que 1 Md\$ d'importations de céréales via plusieurs accords de financement.

Le dernier accord connu date de 2018 permettant de financer des importations à hauteur de 3 Mds\$.

De ce montant, 2 Mds\$ permettront l'importation de produits pétroliers en provenance des pays du Golfe et 1 Md\$ sera octroyé à la GASC, l'autorité publique en charge de l'importation des denrées alimentaires stratégiques (céréales pour la filière du pain subventionné notamment). De cet accord, l'ITFC avait débloqué fin 2018 une ligne de crédit de 400 M\$ à la GASC afin de financer l'importation de 1,3 million de tonnes de blé et 125 000 tonnes de riz. Afin de pallier les effets de la crise sanitaire actuelle liée au Covid-19, l'ITFC a récemment octroyé un prêt d'urgence de 100 M\$ à la GASC pour garantir la continuité des importations de denrées alimentaires.

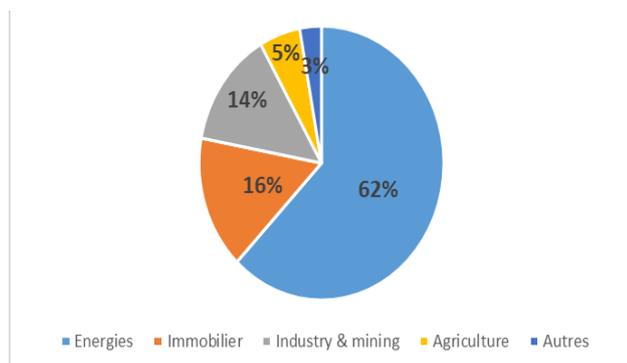
- **Engagement sectoriel marqué (mais limité) dans le secteur énergétique**

Concernant le financement de projet, l'intervention de la BlsD est concentrée dans le secteur énergétique (62% de l'ensemble des engagements). Parmi les principaux projets actifs : financement de la construction de la centrale électrique de l'Ouest du Caire (188 M\$), celle d'Helwan (390 M\$), et projet d'interconnexion des réseaux de distribution d'électricité saoudien et égyptien (220 M\$ octroyés en 2015).

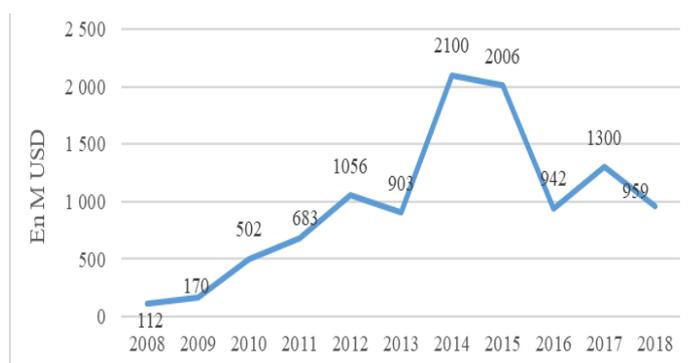
Bilan en Egypte (au 31/12/2019)

	Total d'engagements	Engagements projets actifs
Bilan en M\$ fin 2019	12 157	3 147
Nombre de projets	331	57

Répartition des engagements de la BisD par secteur d'activité



Evolution annuelle des engagements de la BisD à l'Egypte



Montant annuel des lignes de crédit pour l'importation octroyées par IsDB à l'Egypte

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total
Lignes de crédit pour l'importation de produits pétroliers	330	676	400	1 200	411,5	892	1 174,5	2 000	7 084
Lignes de crédit pour l'importation de denrées alimentaires stratégiques	25	0	50	0	0	0	0	1 000	1 075
Total	355	676	450	1 200	411,5	892	1 174,5	3 000	8159

Liste des prêts de financements des importations (Murabaha, produits pétroliers et céréales) depuis 2011

Produits importés	Montant du prêt (en M\$)	Date d'approbation	Statut
Wheat, Rice	1 000	Janvier 2018	En cours
Crude Oil, Petroleum Products and LNG	2 000	Janvier 2018	En cours
Crude Oil, Petroleum Products and LNG	687	22 décembre 2017	En cours
Crude Oil, Petroleum Products and LNG	487,5	11 Mars 2017	En cours
Crude Oil, Petroleum Products and LNG	692	2 avril 2016	En cours
Crude Oil, Petroleum Products and LNG	100	22 Mars 2016	En cours
Crude Oil, Petroleum Products and LNG	100	29 février 2016	En cours
Crude Oil, Petroleum Products and LNG	111,5	29 Avril 2015	En cours
Petroleum Products	100	7 Mars 2015	Finalisé
Petroleum Products	200	15 février 2015	Finalisé
Petroleum Products	345	24 décembre 2014	Finalisé
Petroleum Products	655	5 mai 2014	Finalisé
Petroleum Products	200	27 janvier 2014	Finalisé
Petroleum Products	100	22 décembre 2013	Finalisé
Soybeans, Soybean Meal, Corn & Wheat	25	12 Mai 2013	Finalisé
Petroleum Products	300	11 Mai 2013	Finalisé
Soybeans, Soybean Meal, Corn & Wheat	25	25 Janvier 2013	Finalisé
Petroleum Products	141	11 décembre 2012	Finalisé
Oil and Gas	150	18 septembre 2012	Finalisé
Petroleum Products	50	5 septembre 2012	Finalisé
Petroleum products	235	13 août 2012	Finalisé
Petroleum products	100	7 Mai 2012	Finalisé
Oil and Gas	230	4 décembre 2011	Finalisé
Soybeans, Soybean Meal, Corn & Wheat	25	21 novembre 2011	Finalisé
Petroleum products	100	20 Mars 2011	Finalisé

Brèves et indicateurs économiques

Brèves

- Calculée en glissement annuel, **l'inflation urbaine s'établissait à 5,6% à la fin du mois de juin** contre 4,7% fin mai. Calculée en moyenne sur l'année fiscale, elle a été ramenée de 13,9% en 2018/2019 à **5,7% en 2019/2020**.
- Après s'être établi à 40,7 en mai 2020, **l'indice PMI (Purchasing Manager Index) a poursuivi son redressement au mois de juin à 44,6**. A noter que le sous-indice relatif à l'emploi a atteint ce mois-ci son plus faible niveau depuis 4 ans. Calculé en moyenne, il est ramené de 49,1 au cours du premier semestre de l'année 2019 à **42 au cours du premier semestre de l'année fiscale 2020**, indiquant une contraction marquée et persistante de l'activité productive (hors hydrocarbures).
- Le montant net des **avoirs extérieurs détenus par la Banque Centrale** est passé de 36 Mds USD à la fin du mois de mai 2020 à **38,2 Mds USD à la fin du mois de juin 2020** (soit 7,5 mois d'importations de biens et service). Après avoir diminuées de 9,5 Mds USD entre février et mai, les réserves officielles de la Banque Centrale sont en augmentation pour la première fois depuis quatre mois, grâce à la sécurisation en mai de près de 8 Mds USD de financements extérieurs (2,8 Mds USD accordés par le FMI et 5 Mds USD levés sur les marchés).
- Selon l'agence nationale des statistiques CAPMAS, **le déficit commercial de l'Egypte a été ramené de 4,28 Mds USD en avril 2019 à 2,36 Mds USD en avril 2020**, soit une baisse de 45%. La valeur des importations a été ramenée de 7 Mds USD à 4,19 Mds USD, soit une baisse de 40%. Tirée par la chute des ventes d'hydrocarbures (-70%), la valeur des exportations a été ramenée de 2,72 Mds USD à 1,84 Mds USD, soit une baisse de 32%.
- Le **Budget de l'Etat pour l'année fiscale 2020/2021** ayant débuté ce 1er juillet a été ratifié : le montant des **dépenses** doit augmenter de 9% par rapport à l'exercice 2019/2020, à **1713 Mds EGP (25% du PIB)**, et celui des **recettes** de 14%, à **1289 Mds EGP (19% du PIB)**. Le Ministère des Finances prévoit cette année encore un **excédent primaire de 2%**, tandis que les cibles de **déficit** et de **dette publics** sont maintenues à **6,3% et 83% du PIB** respectivement. Le Ministre a indiqué par communiqué que le gouvernement ne s'interdisait pas de voter une **loi de finances rectificative** à l'issue du premier trimestre de l'exercice (fin septembre), en fonction de l'évolution de la crise économique.
- Selon l'agence Reuters, le Parlement a approuvé une **allocation supplémentaire de 80 Mds EGP** (5 Mds USD) pour le Budget de l'année fiscale en cours. Ce montant doit permettre de financer partiellement des **arriérés de paiements** dus par le ministère des Finances aux Fonds des pensions de retraites de l'Etat (50 Mds EGP sur 160,5 Mds EGP) et par le Ministère de l'Electricité au Ministère du Pétrole (102 Mds EGP).
- Après s'être dépréciée de 2,5% vis-à-vis du dollar US en l'espace d'une semaine au début du mois de juin, **la Livre égyptienne est restée stable le mois dernier** sur le marché interbancaire (+0,6%). Selon la Banque Centrale égyptienne, le cours moyen (à l'achat) de la devise nationale était de 16,09 EGP pour 1 USD ce 30 juin.
- Après avoir diminué de 10,4 Mds USD en mars puis 2,4 Mds USD en avril, **l'encours des titres de dette publique détenus par les investisseurs étrangers a diminué de 400 M USD en mai**, à 7 Mds USD (soit moins de 7% de l'encours total).
- Selon une étude de l'agence nationale des statistiques CAPMAS, **25% des ménages égyptiens interrogés ont perdu un emploi régulier entre la fin février et la fin mai** ; 70% ont vu leurs revenus baisser sur la période, 50% ont été contraints d'emprunter pour compenser leurs pertes et 17% ont dû solliciter l'assistance d'œuvres de charité. Enfin, 33% ont déclaré que leurs revenus avaient été insuffisants pour couvrir leurs besoins au mois de mai.
- Selon la ministre de la Planification et du Développement Economique, **le taux de croissance du PIB pour l'année fiscale écoulée (2019/2020) est estimé entre 3,7% et 3,8%**. Le taux de croissance du PIB aurait ainsi été ramené

de 5,6% au cours du second semestre 2019 à 1,8%-2% au cours du premier semestre 2020.

- **L'African Export-Import Bank** (AfreximBank) a annoncé ce jeudi avoir finalisé une **assistance financière de 3,9 Mds USD** au bénéfice de plusieurs institutions égyptiennes, dont 3,55 Mds USD destinés à la Banque Centrale et 300M USD à la National Bank of Egypt (1ère banque commerciale du pays).

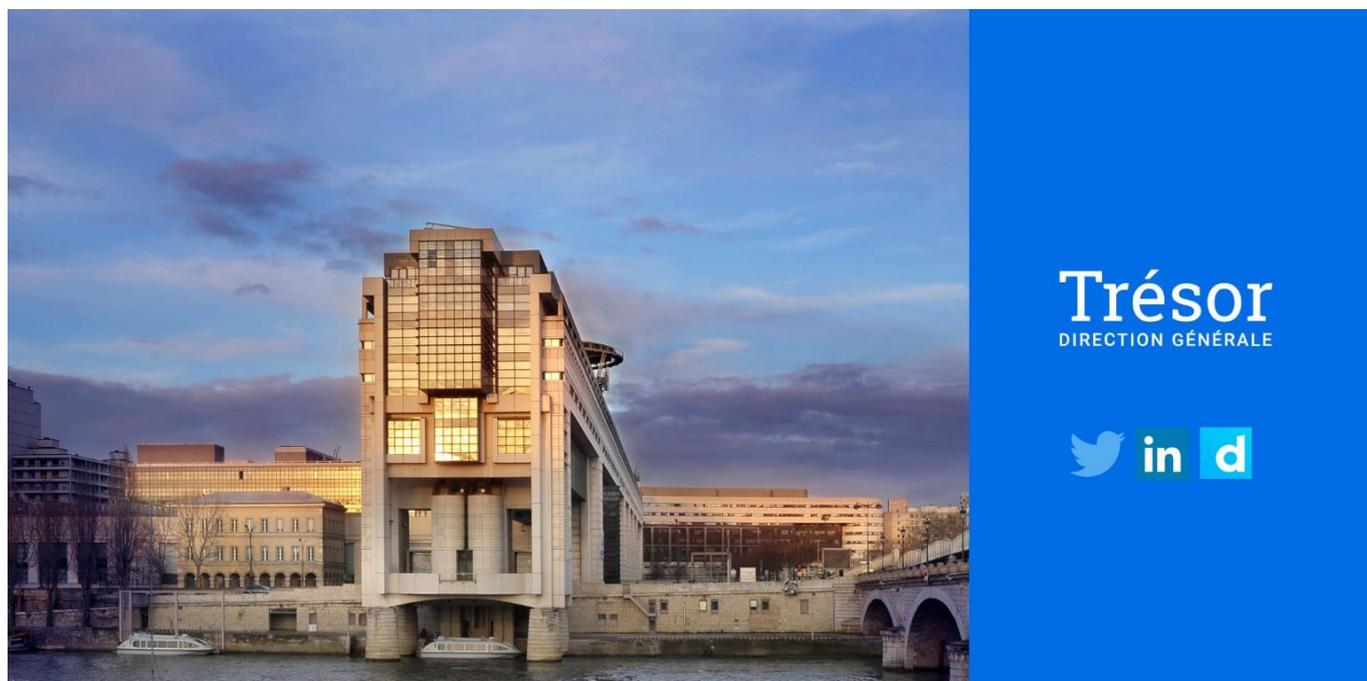
Le **bénéfice net dégagé par CIB** (première banque commerciale privée du pays) a été ramené de 5,35 Mds EGP au premier semestre 2019 à **5 Mds EGP au premier semestre 2020**, soit une baisse d'un peu moins de 7%.

- Selon le Ministère de l'Approvisionnement, **les réserves stratégiques de blé couvriraient actuellement 5,5 mois de consommation**, les réserves de sucre, 6,5 mois, et celles d'huiles végétales alimentaires, 4,3 mois.

Indicateurs

Indicateurs trimestriels		Oct-Déc 2018	Janv-Mars 2019	Avril-Juin 2019	Juil.-Sept. 2019	Oct-Déc 2019
Taux de croissance réel du PIB (y/y) aux prix du marché		5,5	5,6	5,7	5,6	5,6
Comptes externes en Mds USD	Solde commercial	-9,4	-10,5	-8,3	-8,8	-9,9
	<i>dont hydrocarbures</i>	0,8	-0,5	0,3	-0,6	-0,1
	Balance des services	3	2,5	3,3	4	2,2
	<i>Revenus du tourisme</i>	2,9	2,8	3,2	4,2	3,1
	<i>Revenus du canal de Suez</i>	1,5	1,3	1,5	1,5	1,5
	Transferts privés (nets)	6	6,2	6,9	6,6	6,9
	Compte courant	-3,2	-4,5	-1,1	-1,4	-3,2
	Compte de capital et financier	1,3	6,5	1,2	0,7	4,6
	<i>dont flux nets d'IDE</i>	2,8	2,3	1,7	2,4	2,6
	<i>dont flux nets d'inv. de portefeuille</i>	-2,6	6,9	3,2	-2	2,3
Balance des paiements	-2,1	1,4	0,2	0,2	0,2	
Indicateurs mensuels 2020		Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin
Inflation (y/y) en %	IPC urbain	5,3	5,1	5,9	4,7	5,6
	Inflation sous-jacente	1,9	1,9	2,5	1,5	1
Taux d'intérêts (corridor BCE) en %	Taux de rémunération des dépôts	12,25	9,25	9,25	9,25	9,25
	Taux de refinancement	13,25	10,25	10,25	10,25	10,25
Taux de change <i>moyenne mensuelle, cours médian</i>	LE pour 1EUR	17,11	17,38	17,14	17,22	18,19
	LE pour 1USD	15,70	15,71	15,76	15,79	16,16
Réserves officielles (en Mds USD) à la fin du mois		45,5	40,1	37	36	38,2

Notation de la dette souveraine <i>Note, perspective et date</i>	Standard & Poor's	B	stable	17/04/2020
	Fitch	B+	stable	25/11/2019
	Moody's	B2	stable	14/04/2020



Trésor
DIRECTION GÉNÉRALE



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Auteur : Service Économique du Caire

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique du Caire (adresser les demandes à isabelle.rose@dgtresor.gouv.fr)

Clause de non-responsabilité : Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication

Abonnement par email : louis.sellier@dgtresor.gouv.fr

Merci d'indiquer votre nom, prénom, activité/entreprise, fonction, coordonnées téléphoniques et mail.